



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 24 septembre 2026

L'OCDE a relevé sa prévision de croissance du PIB pour le Mexique à +1,5 % pour 2026 (contre +0,8 % précédemment).

Cette révision, sensiblement supérieure à la prévision de juin (+0,8 %), intègre désormais la performance du T2 (+1,4 % g.t.). Elle s'explique principalement par le dynamisme du secteur technologique à destination des États-Unis, lié à l'essor de l'IA et des *data centers*. Les exportations nettes ont été le principal moteur de la croissance au cours du S1 2026 au Mexique.

L'OCDE rejoint ainsi les prévisions du ministère des Finances (*Hacienda*) et de la Banque centrale du Mexique (*Banxico*), également à +1,5 %, et se situe légèrement au-dessus du consensus de marché, à +1,3 % selon l'enquête de *Banxico* auprès des analystes. Le FMI, qui prévoyait +1,2 % en juillet, actualisera ses projections mi-octobre.

Pour 2027, l'OCDE maintient sa prévision à +1,8 %, en bas de la fourchette retenue par le gouvernement dans le budget ou *Paquete Económico* de 2027 de [+1,5 ; +2,5 %].

LE CHIFFRE A RETENIR

+1,5 %

% de croissance du PIB
Prévision pour 2026
OCDE

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a maintenu son taux directeur à 6,50 %, conformément aux attentes, malgré un léger rebond de l'inflation et la reprise du resserrement monétaire de la Fed. Cette décision a été prise à l'unanimité, dans un contexte de remontée de l'inflation récente au Mexique, passée de 3,10 % à 3,42 % entre la première quinzaine de juillet et la première quinzaine de septembre 2026 sous l'effet de la composante non sous-jacente – ou volatile – notamment des prix agricoles. Par ailleurs, alors que la Fed a relevé ses taux directeurs de 25 pdb le 16 septembre à [3,75-4,00 %], Banxico a affirmé que sa politique monétaire ne réagissait pas mécaniquement aux décisions de la Fed, les conditions macroéconomiques des deux pays étant différentes. Cette prise de position vise à réaffirmer l'indépendance de Banxico et son attachement à son mandat unique de stabilité des prix, alors que le différentiel de taux avec les États-Unis s'est réduit à 250 pdb, et que le peso s'est déprécié de près de 2 % face au dollar depuis la décision de la Fed. Le ton du communiqué se montre toutefois plus ouvert à d'éventuels ajustements futurs, alors que les deux précédents communiqués jugeaient « approprié » de maintenir le taux à son niveau actuel. Banxico indique désormais que ses décisions tiendront compte de la poursuite du processus de désinflation, des anticipations d'inflation et de l'évolution de ses déterminants, notamment la répercussion du taux de change sur les prix à la consommation.

Portée par la Coupe du monde notamment, l'activité économique mexicaine rebondit de +3,3 % en juillet, et de +2,5 % en août (en g.a.). L'Indicateur global de l'activité économique (IGAE) a progressé de +0,8 % en juillet en variation mensuelle et de +3,3 % g.a., selon les données publiées par l'INEGI. Ce rebond, dans un mois encore marqué par la Coupe du monde de football, a été principalement porté par les activités tertiaires (+1,2 % sur un mois, +4,0 % g.a.), notamment les services de loisirs, culturels et sportifs, le commerce et les transports. Les activités secondaires ont progressé de +0,5 % sur un mois et les activités primaires reculé de -1,1 %. En août, la croissance de l'activité aurait ralenti. L'indicateur anticipe une croissance de +0,1 % sur un mois, +2,5 % g.a. La modération serait particulièrement marquée dans les services (+0,1 % sur un mois, +2,6 % g.a.), tandis que l'industrie conserverait davantage de dynamisme (+0,2 % sur un mois, +2,7 % g.a.). Sur les deux premiers mois du troisième trimestre, l'activité resterait ainsi orientée à la hausse.

Au T2 2026, l'investissement (FBCF) se maintient à un niveau inférieur aux objectifs du gouvernement à 21,8 % du PIB, ce qui pourrait peser sur la capacité productive et la croissance du Mexique à moyen terme. Ce niveau, bien en deçà des objectifs du Plan México qui vise un taux supérieur à 25 % du PIB dès 2026, reflète une

tendance baissière engagée après le pic de 24,5 % atteint au T4 2024, le ratio étant tombé jusqu'à 21,2 % au T1 2026. Si la FBCF a renoué avec la croissance pour la première fois depuis le T3 2024 (+3,5 % g.a.), cette hausse repose largement sur l'investissement public (+14,7 % g.a.), qui représente 14 % de l'investissement total. En effet l'investissement privé, qui représente 86 % du total, progresse +1,9 % g.a, freiné par les incertitudes entourant la revue de l'ACEUM. Ce déficit d'investissement pourrait peser durablement sur la croissance mexicaine alors que le pays peine à renouer avec sa croissance potentielle estimée à environ 2 %.

Dans son rapport annuel, l'IMCO souligne la persistance de forts écarts de compétitivité entre les États mexicains. L'Institut mexicain pour la compétitivité (IMCO) a présenté son *Índice de Competitividad Estatal* (ICE) 2026, qui compare les 32 États mexicains à partir de 53 indicateurs couvrant l'économie et l'innovation, les infrastructures, le marché du travail, l'État de droit et la gouvernance. Ciudad de México, Querétaro et le Nuevo León occupent les trois premières places du classement, tandis que le Michoacán, Oaxaca et Guerrero ferment la marche. L'IMCO relève plus largement la persistance d'importants écarts territoriaux : les États les plus compétitifs, principalement situés dans le Centre et le Nord, tendent à être davantage intégrés aux marchés internationaux, à attirer les investissements et à présenter des niveaux d'informalité plus faibles. À l'inverse, les États les moins compétitifs cumulent davantage de fragilités, notamment en matière de diversification économique, de formalisation de l'emploi, de sécurité et de capacités publiques. L'institut estime par ailleurs que la transition vers une économie fondée sur les technologies numériques et l'intelligence artificielle relèvera les exigences de compétitivité des États. Ceux-ci devront notamment disposer d'une électricité disponible à un coût compétitif, d'un accès suffisant à l'eau, d'infrastructures adaptées et de capital humain qualifié. Parmi les États les mieux positionnés dans ce contexte figurent la Ciudad de México, grâce à son vivier de talents, Chihuahua, du fait de son insertion dans les chaînes de valeur mondiales, et le Nuevo León, grâce à sa base productive. Le Mexique conserve toutefois un retard en matière d'innovation et de dépôts de brevets. L'IMCO appelle notamment à renforcer les infrastructures, la formation et la diversification des économies locales afin d'accroître leur résilience.

Sectoriel

La Ville de Mexico prévoit plus de 40 Md MXN d'investissements pour la rénovation intégrale de la ligne 3 du métro, reliant Indios Verdes à Universidad. Le groupe portugais Mota-Engil a été retenu pour la modernisation des infrastructures civiles et des systèmes ferroviaires, avec une offre de 25,18 Md MXN hors TVA. Le projet

global prévoit également 45 trains neufs, dont l'acquisition fera l'objet d'un appel d'offres distinct. Sa formalisation reste conditionnée à l'évaluation économique et financière du projet et à l'approbation des mécanismes de financement, qui doivent être soumis au Congrès de la Ville de Mexico d'ici la fin de l'année. Les principaux travaux doivent débuter en 2027. Au total, 11 entreprises, dont Alstom, CAF, ICA et COMSA, avaient manifesté leur intérêt pour le projet.

LEGO annonce un nouvel investissement de 400 M USD dans le Nuevo León, qui devrait créer 1 300 emplois d'ici 2029. Le groupe danois prévoit d'accroître les capacités de son site de Monterrey, sa plus grande usine au monde, qui dessert notamment le marché américain. Cet investissement s'ajoute aux 508 M USD annoncés en 2025 pour l'expansion du site et confirme le renforcement des capacités industrielles de LEGO au Mexique. La nouvelle phase de production doit débuter dès la fin septembre 2026.

Finances publiques

41,4 % des ménages mexicains perçoivent désormais des revenus issus de programmes sociaux, dont le poids budgétaire continue de progresser. Selon *l'Encuesta Intercensal 2025* de l'INEGI, cette proportion est passée de 25,0 % en 2020 à 41,4 % en 2025, soit +16,4 p.p. en cinq ans. Les ménages qui en bénéficient le plus se trouvent au Guerrero (57,0 %), à Oaxaca (56,9 %) et au Chiapas (53,0 %). Les proportions les plus faibles sont enregistrées au Quintana Roo (25,8 %), au Nuevo León (28,3 %) et en Basse-Californie (28,4 %). Dans le même temps, le vieillissement démographique renforce le poids des retraites : 16,6 % des ménages percevaient une pension ou une retraite en 2025, contre 13,0 % en 2020, alors que l'âge médian de la population est passé de 29 à 32 ans. Cette dynamique pèse directement sur les finances publiques et augmente la rigidité des dépenses. Selon l'ONG Fundar, les dépenses de protection sociale ont augmenté de 72 % en termes réels depuis 2019. Le projet de budget 2027 prévoit 2 551 Md MXN de dépenses programmables au titre de la protection sociale, soit près d'un quart de la dépense fédérale totale et 6,5 % du PIB. La constitutionnalisation de plusieurs programmes sociaux depuis 2020, ainsi que leur revalorisation avec l'inflation, renforcent en outre le caractère rigide de ces dépenses.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	23/09/2026
Bourse (IPC)	+0,6%	+3,8%	64 276,72 points
Change MXN/USD	+1,6%	-4,0%	17,53
Change MXN/EUR	+0,9%	-6,4%	19,95
Prix du baril mexicain	-7,4%	+57,5%	97,66

Amérique centrale

Costa Rica

Le ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, Nicolas Forissier, s'est rendu au Costa Rica le 21 septembre avec une délégation de douze entreprises françaises. Lors de sa visite, Nicolas Forissier s'est entretenu avec Alexander Peñaranda, ministre des Affaires étrangères par intérim, Arianna Arce, vice-ministre du Commerce extérieur, ainsi qu'avec Efraím Zeledón, ministre des Travaux publics et des Transports. Les échanges ont porté sur les grands projets costariciens en matière de mobilité, d'assainissement et d'infrastructures, secteurs où les entreprises françaises pourraient apporter leur expertise. À cette occasion, un mémorandum d'entente a été signé pour instaurer des consultations politiques bilatérales régulières. Par ailleurs, une coopération technique entre EDF et l'Institut costaricien de l'électricité (ICE), financée par un Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences (FEXTE), a été lancée. Nicolas Forissier a également remis au vice-président de la République et au ministre de la Santé une étude, financée par un FASEP (Fonds d'Études et d'Aide au Secteur Privé), sur le traitement et la valorisation énergétique des déchets dans la région de San José.

Un rapport de la Cour des comptes costaricienne (Contraloría) alerte sur les retards et les surcoûts des projets d'extension du réseau de transport d'électricité de l'Institut costaricien de l'électricité (ICE). Plusieurs projets clés du secteur électrique accusent des retards et des dépassements budgétaires significatifs. Ainsi, les travaux visant à augmenter la capacité du réseau dans la péninsule de Nicoya ont pris plus de six ans de retard, avec une hausse des coûts de +23,6 %. Dans le nord du pays, le renforcement du réseau de Miravalles accuse près de trois ans de retard, et son budget a presque doublé. Enfin, la modernisation de la sous-station électrique de Moín a pris un an et demi de retard, et les dépenses engagées dépassent déjà le budget initial. À la suite de cet audit, le conseil d'administration de l'ICE a décidé de dissoudre sa Direction de la planification et de la durabilité du secteur électrique, ses fonctions étant transférées à la Division de la transmission.

El Salvador

La Commission nationale des actifs numériques (CNAD) du Salvador a autorisé 3,78 Md USD (environ 3,2 Md EUR) d'émissions tokenisées adossées à des actifs réels depuis sa création en 2023. Ces émissions représentent 205 instruments et 78 % des 4,85 Md USD de tokens adossés à des actifs réels recensés à l'échelle mondiale. Le

marché réglementé comprend également 432,7 M USD d'actifs financiers cotés et 633 M USD de projets immobiliers et de construction, pour un total de 294 instruments émis par 76 entreprises sous la supervision de la CNAD.

Guatemala

Le projet de *Metro Riel* nécessite une nouvelle habilitation légale pour pouvoir être développé, l'Exécutif ayant proposé d'autoriser l'entité publique *Ferrocarriles de Guatemala (Fegua)* à conclure les conventions nécessaires à son exécution dans le cadre du projet de budget 2027. Cette disposition doit être approuvée par le Congrès et intervient après l'accord de coopération signé avec le Royaume-Uni en juillet pour soutenir le développement du projet. Cet accord prévoit notamment une assistance technique, la participation d'experts et la recherche de solutions de financement, avec un intérêt de *UK Export Finance (UKEF)* pour soutenir des projets prioritaires.

Honduras

La Banque centrale du Honduras (BCH) a relevé son taux directeur de 5,75 % à 6 %, soit une hausse de 25 points de base, afin de contenir les pressions inflationnistes. L'inflation a atteint +6,20 % g.a. en août, contre une cible de +4 %, avec une forte accélération des prix de l'alimentation et de l'énergie, dont la hausse atteignait près de +10 %. Malgré ce resserrement monétaire, l'activité reste dynamique, avec une croissance de l'indice mensuel de l'activité économique de +4,4 % en juillet et du crédit au secteur privé de +8 % en août.

Nicaragua

La Banque centrale du Nicaragua prévoit une croissance comprise entre +3,5 % et +4,5 % en 2026, après une progression du PIB de +4,1 % au S1 2026. En outre, les réserves internationales ont atteint un niveau record de 9,95 Md USD, tandis que les dépôts dans le système financier ont augmenté de plus de 10 %, dépassant 300 Md NIO (8,2 Md EUR). Les IDE ont par ailleurs dépassé 960 M USD au premier semestre, un niveau équivalent à celui enregistré sur la même période en 2025.

Panama

L'agence de notation S&P Global Ratings a confirmé la note souveraine du Panama à BBB-, avec une perspective stable. Le Panama conserve sa note "investment grade"

attribuée par S&P, alors que Moody's envisage de le rétrograder (cf. brève du 10 septembre). Selon S&P, le pays devrait réduire son déficit public en 2026 et 2027, grâce à une hausse des recettes fiscales et une maîtrise des dépenses, ce qui stabiliserait le poids de la dette et des intérêts. L'agence anticipe par ailleurs une croissance robuste du PIB : +4,5 % en 2026, puis +4 % par an entre 2027 et 2029, tirée par des secteurs clés comme le Canal, la construction privée, le transport aérien et le tourisme.

Le PIB du Panama a progressé de +6,4 % au T2 2026 en g.a., grâce au dynamisme du transport et du commerce. Selon l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC), cette performance fait suite à une croissance de +4,8 % au premier trimestre, portant la croissance semestrielle à +5,5 %. La forte expansion du T2 2026 a été tirée par le transport et la logistique (+12,8 %), incluant les activités du Canal de Panama, des ports et de l'aéroport de Tocumen ; le commerce (+11,6 %) ; l'agriculture (+9,6 %).

Caraïbes

Cuba

La compagnie maritime française CMA CGM reprend partiellement ses services vers Cuba. Elle avait suspendu en mai ses réservations à destination et en provenance de Cuba dans le contexte du renforcement des sanctions américaines. Selon le vice-Premier ministre et ministre cubain du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger, Oscar Pérez-Oliva, la reprise des services de CMA CGM est limitée aux denrées alimentaires, médicaments et fournitures médicales. Les équipements destinés aux projets d'énergies renouvelables restent exclus, malgré les besoins importants de Cuba en matière de production électrique. M. Pérez-Oliva a également indiqué que plusieurs conteneurs cubains restaient bloqués dans des ports internationaux à la suite de l'interruption des services de différentes compagnies maritimes.

Cuba élargit son marché des changes aux opérateurs privés. L'île dispose désormais de sa première maison de change privée, une évolution inédite dans un marché jusque-là contrôlé par l'État. Selon la Banque centrale de Cuba (BCC), les

transactions réalisées permettront de disposer de données de marché effectives afin de mieux déterminer le taux de change officiel du segment 3, destiné aux particuliers et aux entreprises privées. Introduit en décembre 2025, le taux flottant n'a jusqu'à présent pas permis de réduire significativement l'écart avec le marché informel : la BCC fixe actuellement le dollar à 673 CUP, contre environ 720 CUP sur le marché parallèle, dans un contexte de pénurie de devises et de dépréciation persistante du peso. Les autorités ont parallèlement introduit deux nouvelles coupures de 10 000 et 20 000 CUP, après celles de 2 000 et 5 000 CUP mises en circulation en avril. Cette évolution intervient dans un contexte d'accélération de l'inflation : selon l'Office national de statistique et d'information (ONEI), les prix sur le marché formel ont augmenté de +4,92 % en août sur un mois, portant l'inflation annuelle à +25,19 %. Ces données n'intègrent pas le marché informel, où les prix sont généralement plus élevés. La nouvelle coupure de 20 000 CUP représente ainsi plus de six fois le salaire minimum du secteur budgétaire public (3 210 CUP) et près de trois fois le salaire moyen de l'État en 2025 (6 930 CUP).

Haïti

Le secteur privé haïtien appelle à garantir des élections crédibles, inclusives et sécurisées afin de rétablir l'ordre constitutionnel et la confiance. Dans un communiqué commun, l'Association des Industries d'Haïti (ADIH), la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Haïti (CCIH), la CCI Haïtiano-Canadienne (CCIHC) et l'Institut Macaya posent plusieurs conditions au bon déroulement du scrutin. Elles demandent notamment des conditions de sécurité suffisantes, un accès effectif au vote (y compris pour les populations déplacées), l'indépendance et la transparence du Conseil électoral provisoire (CEP), ainsi que des mécanismes crédibles d'observation et de règlement des litiges. Les organisations appellent également à une évaluation technique et financière du processus et à l'adoption d'un calendrier réaliste et définitif. Le calendrier électoral prévoyait initialement des élections présidentielles avant la fin de l'année. Un nouveau report reste toutefois possible, avec un décalage désormais évoqué au premier semestre 2027. Ces incertitudes interviennent dans un contexte économique particulièrement dégradé : Haïti devrait enregistrer en 2026 une huitième année consécutive de contraction du PIB.

Jamaïque

La Banque de développement des Caraïbes (BDC) et la Jamaïque ont signé un accord de 36 M USD pour améliorer l'accès à l'eau potable en zones rurales. Cet accord porte sur un programme sur cinq ans prévoyant la construction ou la modernisation de six réseaux d'approvisionnement en eau dans cinq paroisses, ainsi

que l'installation de pompes économes en énergie, de panneaux solaires et d'outils de suivi à distance. Selon la BDC, 62 % des habitants concernés dépendent actuellement de sources d'eau non améliorées. Le programme sera financé à hauteur de 30 millions de dollars par la BDC et de 6,25 millions de dollars par l'État jamaïcain, avec une fin des travaux prévue pour 2031.

République dominicaine

Les exportations dominicaines ont doublé entre 2012 et 2025, passant de 7,2 à 14,4 Md USD. Cette progression s'est accompagnée d'une concentration croissante autour de cinq secteurs. Il s'agit des métaux précieux et pierres précieuses, des instruments médicaux et de précision, du tabac, des équipements électriques et des matières plastiques. Ensemble, ils représentaient 58,7 % des exportations en 2025, contre 37,8 % pour les cinq premiers secteurs en 2012. La progression la plus marquée concerne les métaux précieux, dont les exportations sont passées de 329 M USD en 2012 à 3 Md USD en 2025. Cette dynamique se poursuit en 2026. Sur les huit premiers mois de l'année, les exportations ont atteint 10,6 Md USD, soit 1,1 Md de plus qu'un an auparavant, et les cinq principaux secteurs concentraient environ 61 % du total. Les métaux précieux ont progressé de +30,3 % g.a., à 2,4 Md USD. Le tabac (+21,8 %), les équipements électriques (+13,6 %) et les instruments médicaux (+10,9 %) sont également restés dynamiques, tandis que le cacao (-29,7 %) et les vêtements en maille (-13,7 %) ont reculé.

Sainte-Lucie

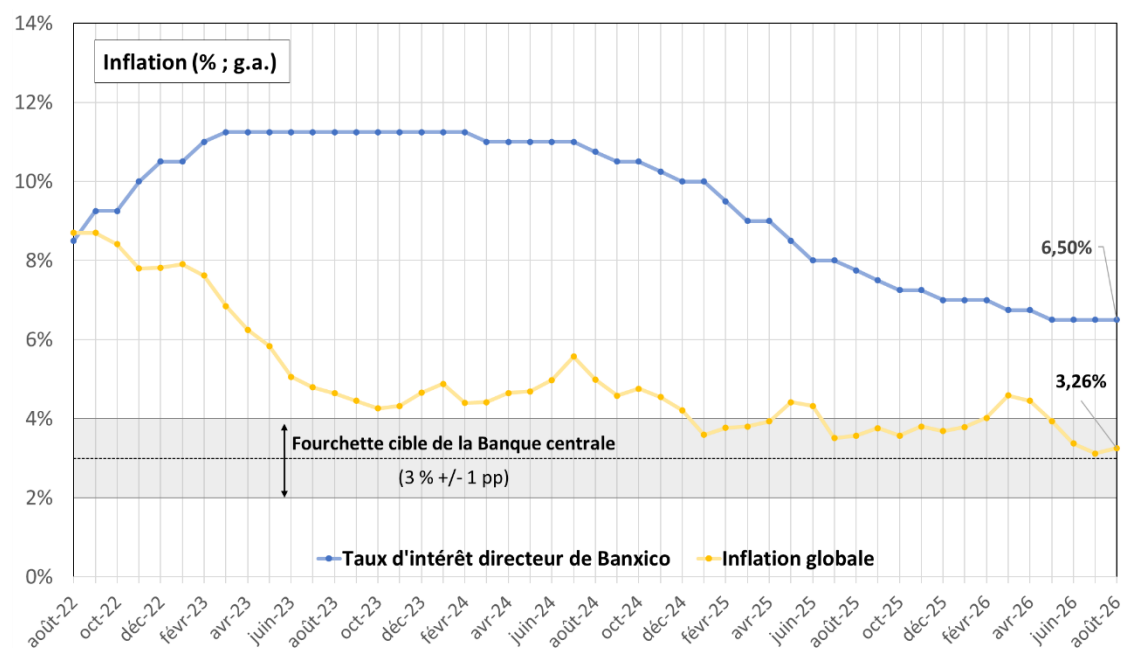
Sainte-Lucie a lancé un projet de modernisation de son réseau d'eau cofinancé par l'AFD à hauteur de 5 M USD. Ce projet vise à remplacer 5 km de conduites pour réduire les fuites et les interruptions de service, bénéficiant ainsi à plus de 56 000 usagers, soit plus de la moitié des clients de WASCO (l'entreprise publique des eaux). Il inclut également l'installation de compteurs et d'un système de surveillance en temps réel. D'un coût total de 30 millions de dollars, ce projet est financé par un prêt de 22,8 millions de dollars de la BDC (dont 5 millions de dollars de la France et 2,1 millions de dollars de l'Italie), tandis que le gouvernement saint-lucien et WASCO apportent les 7,2 millions de dollars restants.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022 (%, FMI)	Croissance du PIB 2023 (% PIB, FMI)	Croissance du PIB 2024 (%, FMI)	Croissance du PIB 2025 (% , FMI)	Prévision FMI 2026 (% , prév FMI)	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,5%	0,5%	1,2%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,00%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,6%	3,7%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3%	43,8%	5,2%	6,00%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

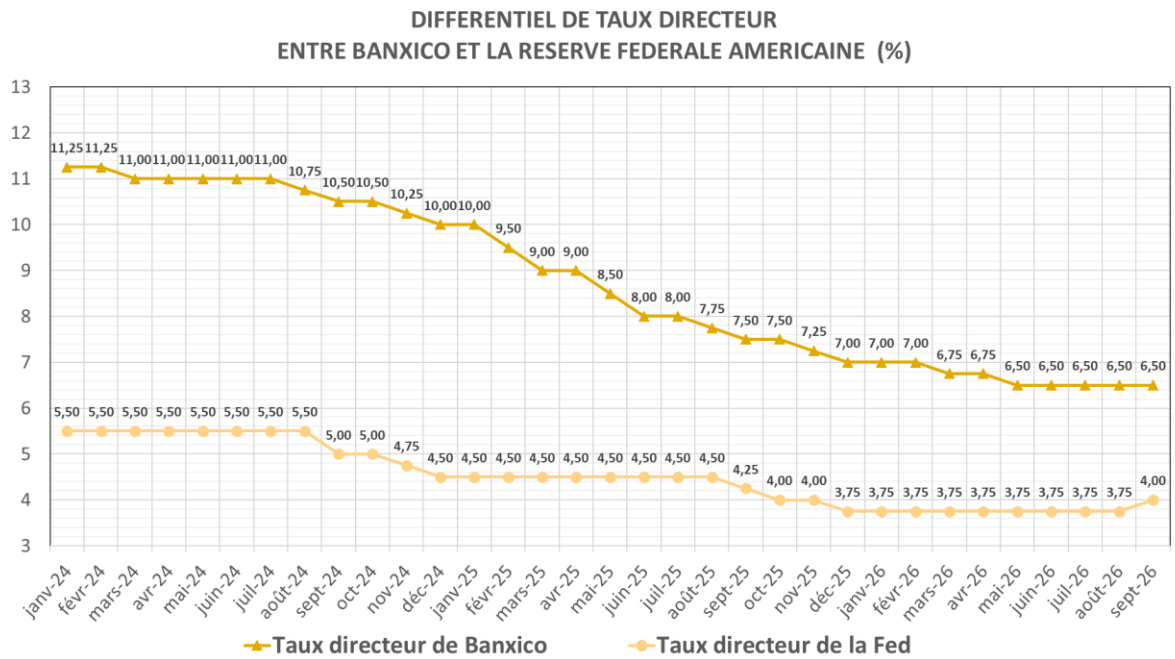
- Annexe Graphique Mexique -



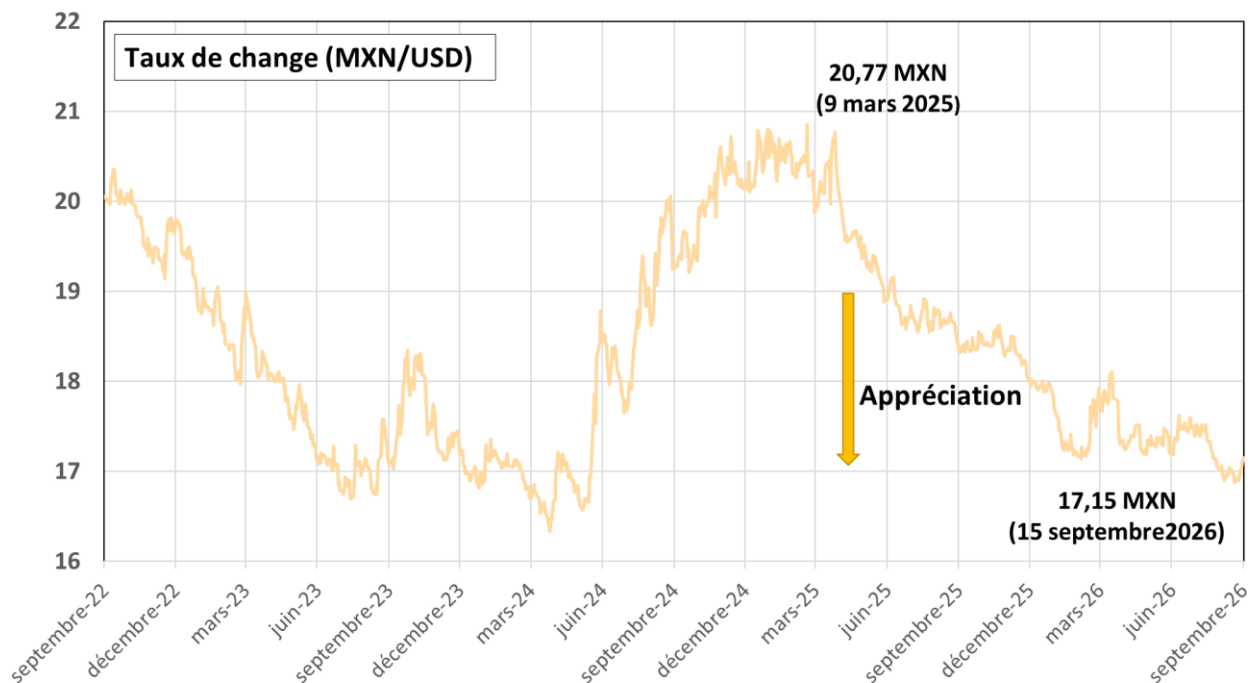
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275
juin-26	6,50	3,75	275
juil-26	6,50	3,75	275
août-26	6,50	3,75	275
sept-26	6,50	4,00	250

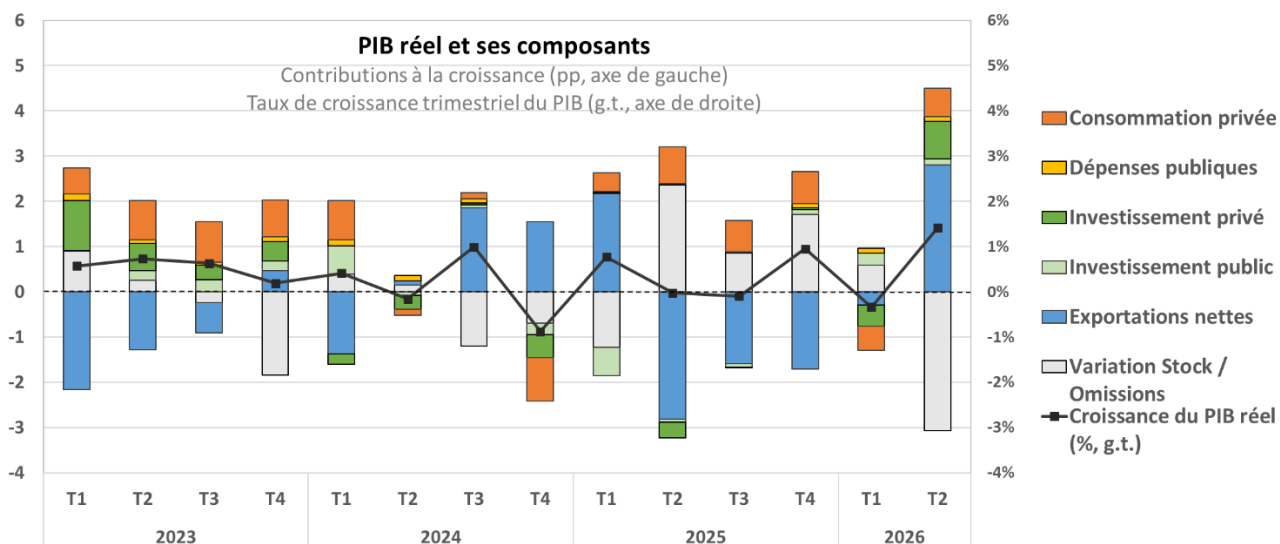
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

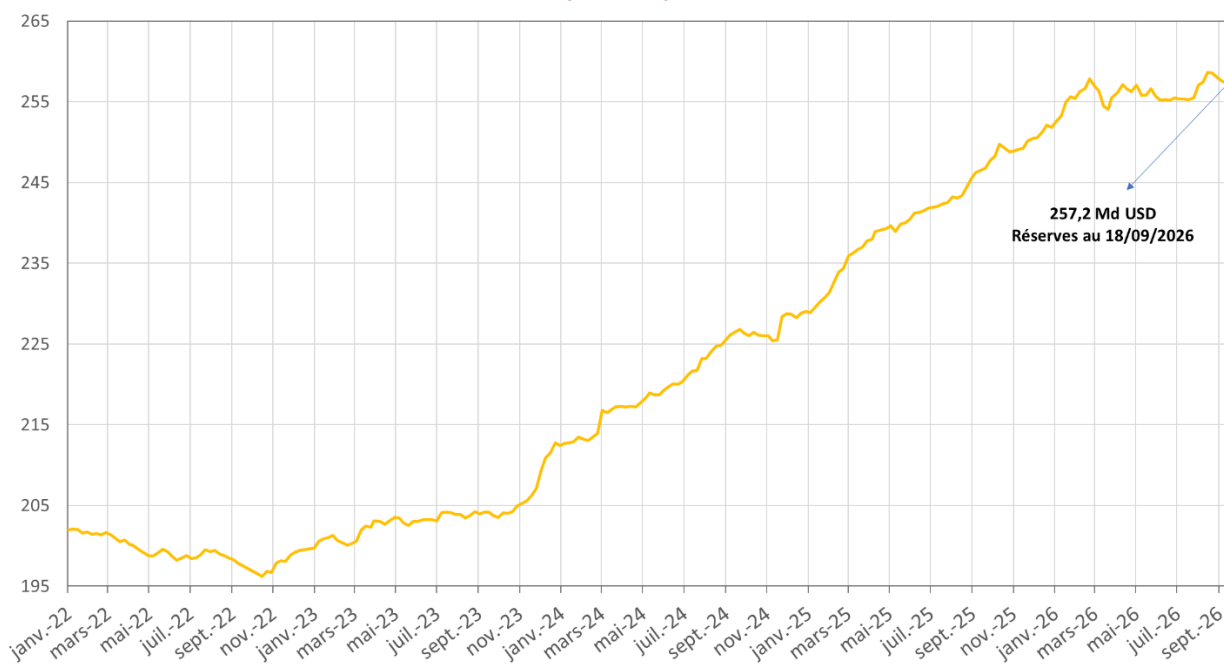


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr